



ALSACE PROSPECTION



L'association remercie EuroAirport de nous permettre d'utiliser une partie de son ancien logo

Gérard STEYER
Président association Alsace Prospection
26 rue de la Brigade du Languedoc
68128 Village Neuf
Courriel : alsaceprospection@wanadoo.fr
Site web: <http://www.alsaceprospection.net>

M. Manuel VALLS
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75700 Paris

Village Neuf, le 2 septembre 2014

La Ministre de la culture, la direction du patrimoine, le CNRA, manipulés, influencés par un groupuscule minoritaire d'individus utilisant le mensonge et la désinformation.

Monsieur le Ministre,

Comme vous avez raison Monsieur le Ministre de dénoncer le corporatisme à la Française comme étant un frein, voire une gêne à l'évolution de la société française.

Je me présente, Gérard STEYER, président d'une association de défense des utilisateurs de détecteurs de métaux pour le loisir (Alsace Prospection), je suis en lutte permanente face au corporatisme des archéologues, aidés en cela par une association prônant la délation et n'ayant de cesse de nous traiter de sales pilleurs du patrimoine.

Alors pourquoi refuser la main que nous tendons à ceux-ci, depuis plusieurs années afin de collaborer comme par le passé ? Alors pourquoi condamner tel ou tel utilisateur de détecteur quand celui-ci a déclaré une trouvaille jugée importante archéologiquement ? Alors pourquoi, pour de sombres raisons refuse-t-on de mettre à l'essai le système anglais qui a montré toute son efficacité quant aux recherches faites à l'aide d'un détecteur de métaux ?

Réponse : cela est dû uniquement au « **Corporatisme** » de certains archéologues. Monsieur le Ministre, je vous sais franc et direct dans vos paroles, alors permettez-moi de vous imiter en disant que le comportement de ces personnes n'a rien à voir avec le patrimoine, mais trouve tout son fondement dans la défense de privilèges d'un autre temps, ou dans l'expression d'une colère légitime mais inappropriée en tant qu'elle s'adresse sans distinction à tous les prospecteurs face à des actes de pillage réels pratiqués par des délinquants organisés et qui ne cesseront pas de piller les chantiers d'autant qu'ils sont déjà hors la loi....



ALSACE PROSPECTION



L'association remercie EuroAirport de nous permettre d'utiliser une partie de son ancien logo

Monsieur le Ministre, trouvez-vous normal que lorsque vous déclarez, en toute bonne foi, une trouvaille, vous vous entendiez répondre que cela ne nous intéresse pas, car ce n'est pas un archéologue qui l'a trouvée ? Ou pire, que vous déclariez une trouvaille et que vous vous retrouviez maltraité par ceux qui auraient pu l'étudier voire par la Justice par le jeu de la délation ?

Monsieur le Ministre, trouvez-vous normal que l'on traîne devant les tribunaux une personne ayant trouvé quelques piécettes anciennes au milieu de nulle part, alors qu'il se vend publiquement dans toutes les salles de ventes de France et de Navarre des milliers d'objets archéologiques ?

Monsieur le Ministre, j'en terminerais là, trouvez-vous normal que l'utilisation d'un appareil dans des terres arables retournées depuis des siècles, et loin de tout site archéologique connu, et qui de surcroît descend à deux ou trois dizaines (au grand maximum selon les sols et appareils grand public) de centimètres déchaîne un tel climat de haine ? Là encore la réponse est la même le « **Corporatisme** ».

Par le passé, le dialogue était ouvert avec des représentants de la sous-direction de l'archéologie, malheureusement ces personnes comme vous, à l'esprit ouvert ont été mutées, trop conciliants ?

Je serais, Monsieur le Ministre, très honoré d'une réponse de votre part sur ce problème, qui n'en serait pas un, si tout le monde voulait faire preuve de bon sens.

En Angleterre, au Danemark, en Roumanie les prospecteurs coopèrent avec les archéologues.

C'est avec tout le respect dû à votre rang que je vous prie d'accepter mes meilleures salutations.

Président Alsace Prospection
Gérard STEYER

Copie à la Ministre Madame Fleur Pellerin

Copies jointes : Les réponses des autorités françaises à la Commission Européenne.